Travail-Démocratie-Paix -:-:-:-:-:-:-

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES

DECRET No ETR/DALJ/D.AGPM portant nomination de Monsieur EYABO Gaston Conseiller Politique à l'Ambassade du Congo à PARIS.

DIVISION DE L'ADMINISTRATION GENERALE DU PERSONNEL ET MATERIEL

> LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CHEF DE L'ETAT PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT

VV la Constitution ;

VU la Loi nº15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires de la République Populaire du Congo;

Vu le décret nº61/143 du 27 Juin 1961 portant statut commun des cadres du personnel diplomatique et consulaire de la République Populaire du Congo

VU le décret nº66/92 du 2 Mars 1966 portant Organisation du Ministère des Affaires Etrangères ;

VU le décret nº67/116/ETR/D.AGPM du 16 Mai 1967 fixant le régime de rémunération des cadres diplomatiques et consulaires de la République Populaire du Congo à l'Etranger ;

VU le décret nº67/102 du 6 Mai 1967 réorganisant les structures des Ambassades de la République Populaire du congo à l'Etranger;

VU le décret n°71/403 du 16 Décembre 1971 fixant la composition du Conseil d'Etat de la République Populaire du Congo ;

VU le décret n°70/61 du 3 Mars 1970 portant nomination de Mr. DENGUET Alexandre en qualité de Conseiller Politique à l'Ambassade du Congo à Paris

VU le décret nº70/373 du 11 Décemore 1970 portant nomination de Mr. EYABO Gaston en qualité de Chargé d'Affaires de la République Populaire du Congo en République du ZAIRE;

Sur Proposition du Ministre des Affaires Etrangères ; Le Conseil d'Etat entendu ;

DECRETE

ARTICLE 1ER. - Le Lieutenant EYABO Gaston de l'Armée Populaire Nationale précédemment Chargé d'Affaires de la République Populaire du Congo en République du Zaîre, est nommé Conseiller Politique à l'Ambassade du Congo à Paris, en remplacement de Monsieur DENGUET Alexandre appelé à d'autres fonctions.

ARTICLE 2.- Les Ministres des Affaires Etrangères, du Travail et des Finances et du Budget sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé à Paris, sera enregistré et inséré au Journal Officiel de la République Populaire du Congo./-

FAIT

BRAZZAVILLE, LE 22 DECEMBRE

1971

N'GOUABI -